

DELEGATION DU MAIRE AU RESPONSABLE DU SERVICE SYSTEME D'INFORMATION

DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur Antoine PARRA,

Maire de la commune d'ARGELES-SUR-MER

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-19, R.2122-8 et R.2122-10

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant que Monsieur Jean-Frédéric ARROYO, technicien, exerce les fonctions de Responsable du service système d'information, et dans un souci de bonne administration de la commune,

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à :
Monsieur Jean-Frédéric ARROYO pour les actes suivants :

- **Gestion courante relative à la vie et au fonctionnement du service : ordre de mission et convention de stage notamment**
- **Bons de commandes, contrats de maintenance du matériel et des logiciels d'un montant n'excédant pas 7 500 €**
- **Certification du service fait et certificats administratifs pour les factures et marchés consécutifs aux commandes validées**
- **Signature des conventions de partenariat avec les prestataires de services informatiques et en matière de télécommunication sur l'ensemble des projets validés par la Direction Générale et figurant au budget**
- **Courriers divers non créateurs de droit**

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/10/2023

Application agréée E-lesai.be.com

99_RR-066-2166 00 080-20231025-ARDELEG_INF

Article 2 :

La signature par Monsieur Jean-Frédéric ARROYO des pièces et actes repris à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du maire ».

Article 3 :

La présente délégation de signature prendra effet dès les formalités de l'article L.2131-31 du Code Général des Collectivités Territoriales accomplies et prendra fin à la fin du mandat en cours ou à la cessation de fonction de l'agent.

Article 4 :

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des Services et le Responsable du service système d'information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 :



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et inscrit au recueil des actes administratifs de la Commune d'Argelès-sur-Mer et copie en sera adressée à Monsieur le préfet.

Argelès-sur-Mer, le 25 Octobre 2023

Le Maire,



Antoine PARRA


ACTE PUBLIÉ

En date du 27/10/2023

Peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Par Antoine PARRA Marie




REÇU EN PREFECTURE

le 26/10/2023

Application agréée F.legalite.com

99_AR-066-21660080-20231025-ARDELEG_INF